

Le Burundi veut résoudre la problématique de l'emploi des jeunes en 2018-2022

@rib News, 15/04/2018 Source Xinhua Le Burundi veut résoudre la problématique d'accès à l'emploi au niveau jeunes sur l'horizon 2018-2022, a déclaré dimanche à Bujumbura Marie-Rosette Nizigiyimana, secrétaire permanente au ministre burundais de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi.

"En effet, malgré l'adoption de cette politique nationale de l'emploi il y a de cela quatre ans par le gouvernement burundais, il manquait jusque maintenant un document de sa mise en œuvre", a expliqué Mme Nizigiyimana, au cours d'une interview accordée à Xinhua au lendemain de la validation par le gouvernement burundais, en partenariat avec le Programme des Nations Unies (PNUD), d'un document de stratégie nationale de mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi, dont l'adoption remonte à l'année 2014. L'ultime défi à relever d'ici 2022, a-t-elle souligné, est celui de renforcer les capacités du Burundi pour créer des "emplois décents" particulièrement en faveur des jeunes qui représentent la frange majoritaire de la population burundaise. "Nous voulons en fait réduire le chômage, qui hante aujourd'hui la population burundaise et qui constitue par conséquent l'un des problèmes les plus préoccupants du pays avec un focus sur les jeunes, parce que le taux actuel du chômage chez ces derniers, est environ trois fois plus élevé que les 25 à 64 ans", a-t-elle expliqué. De la sorte, a-t-elle poursuivi, en réduisant le niveau du chômage, le gouvernement burundais se sera doté d'un pilier important pour la mise en œuvre de la politique de protection sociale adoptée en 2011. Dans la mise en œuvre de cette stratégie nationale de la politique nationale, a-t-elle précisé, le gouvernement burundais insiste sur une "contribution substantielle" des ministères sectoriels, et recommande à ceux-ci, de prévoir dans leurs "plans d'actions annuels", des mécanismes incitatifs pour promouvoir la création des emplois. Mme Nizigiyimana a expliqué qu'au regard de la vision du gouvernement burundais sur la question "épineuse" de l'emploi, la croissance démographique "élevée" observée au cours des cinq dernières décennies au Burundi, doit être perçue plutôt comme un "atout". En effet, a-t-elle noté, une telle croissance démographique peut être exploitée dans des travaux de "haute intensité de main-d'œuvre" (HIMO), notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'environnement (reboisement par exemple) et des infrastructures. Selon les données de l'Institut des Etudes Economiques et des Statistiques du Burundi (ISTEEBU), la population du Burundi, qui était estimée à 2,9 millions en 1962 (année de l'indépendance), s'approche des 11,5 millions fin 2017. Par ailleurs, la densité démographique du Burundi, considérée comme la troisième densité la plus élevée d'Afrique après celle du Rwanda et de Maurice, est passée de 113 habitants au kilomètre carré en 1962 à plus de 440 habitants au kilomètre carré fin 2017. Des spécialistes ont néanmoins par ailleurs un gap important de ressources à mobiliser pour le financement de cette stratégie burundaise pour la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});